

Pouvoir d'agir

Transitions et formes de l'émancipation ?

Sonja Kellenberger

Pour citer ce texte : Sonja Kellenberger, « Pouvoir d'agir - Transitions et formes de l'émancipation ? », *Vocabulaire critique & spéculatif des transitions* [en ligne], 07/04/2022, disponible sur : <https://vocabularydes.transitions.fr/article-22>, CC-BY-NC-ND.

La notion de « pouvoir d'agir » relève fondamentalement du politique, de l'agir en commun et du partage du commun. Elle indique l'aspiration d'un devenir autonome et libre de l'individu et du collectif, ainsi que les processus pour y parvenir.

Empowerment, capacitation, développement du pouvoir d'agir sont les termes mobilisés de façon croissante dans la littérature et les débats publics en France depuis le début du 21^e siècle (Bacqué et Biewener, 2013). Ces termes sont importés de l'espace anglo-saxon où la notion d'*empowerment* fait florès depuis les années 1990. Les usages du mot plongent leurs racines autant dans les approches radicales des projets d'émancipation et de changement social portés par les mouvements sociaux et les courants d'éducation populaire (Paolo Freire, Augusto Boal, Saul Alinsky), que dans celles à visée socialisatrice dans le champ de l'intervention sociale où il permet de renouveler les pratiques professionnelles (cf. Yann Le Bossé, par exemple). Plus récemment, ce terme fait également référence dans l'univers de l'entreprise où la doctrine néolibérale met la responsabilité individuelle en avant.

Cette notion connaît un succès croissant dans les différentes sphères de l'action publique et privée, que ce soit au niveau du *new public management* et de son discours sur l'efficacité et la rationalisation de l'activité, que dans les pratiques émancipatrices et les discours politiques des parties de gauche. Ainsi, cette notion est foncièrement ambiguë. Pourquoi un tel succès dans des sphères

LIR3S

UMR 7366 CNRS-uBFC

Faculté de Droit et de Science Politique

4 bd Gabriel - BP 17270 F - 21072 DIJON CEDEX

Tél. : 33 (0)3 80 39 53 52 – mail : lir3s@u-bourgogne.fr

aussi diverses ? Que revête-elle dans ces différentes déclinaisons ? Mais surtout, quel sens donner à l'ère des transitions, depuis la fin du 20^e siècle, qui ouvre une nouvelle période de transformation sociale ?

Des origines radicales et critiques de l'usage de la notion de pouvoir d'agir : la transformation du rapport au pouvoir des dominés

À la différence de la notion de capacitation, le terme de pouvoir d'agir a l'avantage de se référer explicitement à la notion de pouvoir. Néanmoins, il ne se rapporte ni au processus pour y accéder, ni à sa dimension collective, contrairement au terme d'*empowerment*¹. Ainsi, le pouvoir d'agir permet également de soulever les tensions spécifiques au contexte français, où une tradition sociale et une culture politique font une moindre place au collectif ou à la communauté, ainsi qu'aux dynamiques ascendantes.

Une généalogie précise du mot d'*empowerment* est retracée par Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener dans leur livre *L'empowerment, une pratique émancipatrice* (*op. cit.*), qui permet de situer l'origine de son utilisation dans les années 1970 dans différents contextes (militantes féministes, mouvement d'éducation populaire, militants des mouvements noirs). Il est notamment présenté par les mouvements de femmes battues comme un processus « égalitaire, participatif et local, par lequel les femmes développent une "conscience sociale" ou une "conscience critique" leur permettant de développer un "pouvoir intérieur" et d'acquiescer des capacités d'action, un pouvoir d'agir à la fois personnel et collectif tout en s'inscrivant dans une perspective de changement social. » (*op. cit.*, p. 8). Il correspond à des démarches initiées par des individus ou des groupes basées sur des méthodes du *self-help* ou de l'auto-détermination, sur fond de luttes d'émancipation.

L'émergence de cette notion s'inscrit dans le tournant contestataire représenté par ce qu'Alain Touraine appelle les « nouveaux

1. Notons que le terme d'*empowerment* est difficile à traduire en français. Des termes utilisés comme synonymes tels que capacitation, pouvoir ou puissance d'agir ne traduisent que partiellement le sens (cf. Bacqué et Biewener, 2011).

mouvements sociaux » (anti-nucléaire, écologiste, féministe, régionaliste, etc.). Ceux-ci participent d'une politisation du social avec des enjeux de reconnaissance identitaire des « dominés » et de leur représentation politique, ainsi que des formes d'actions collectives nouvelles qui font leur apparition. Il s'agit d'élaborer un autre rapport au pouvoir que celui classique, patriarcal, descendant, structurel, pour gagner en pouvoir génératif, « intérieur », plutôt perçu comme énergie et compétence que comme principe de subordination ou de domination.

Des pédagogies d'inversement des identités aliénées et des mécanismes d'auto-stigmatisation voient le jour en Amérique Latine. Le philosophe et pédagogue brésilien Paulo Freire, par exemple, élabore la « pédagogie de l'opprimé » à partir d'une critique sociale radicale. Il utilise des méthodes de mobilisation et de conscientisation des « opprimés » pour transformer leur rapport au pouvoir. Le militant et sociologue Saul Alinsky forge une méthode d'intervention basée sur la *community organising*. Celle-ci consiste en la facilitation d'organisation de façon ascendante d'une communauté locale dominée à partir de ses propres moyens. Il s'agit de soutenir le développement d'une conscience positive d'elle-même qui lui permet de s'affirmer, de conflictualiser son existence face aux instances de représentation dominantes en entrant dans la construction d'un rapport de force.

Ces approches se diffusent largement dans les mouvements sociaux en Amérique latine, en Europe, aux États-Unis et partiellement en Asie du Sud dès les années 1970. Au cours des années 1980, elles sont appropriées par les professionnels de l'intervention sociale avec l'enjeu d'un renouvellement des pratiques plus collectives, participatives, locales (psychologie communautaire, par exemple).

Normalisation du pouvoir d'agir à l'aune de la « modernisation » administrative, de la mondialisation et de l'affirmation des modèles libéraux

Toujours selon Bacqué et Biewener (2013, ce vocabulaire s'institutionnalise davantage en devenant une dimension affirmée des politiques publiques nationales et internationales au

cours des années 1990. Sans que l'utilisation du terme perde de son sens radical pour certains acteurs, d'autres usages du mot se diffusent : la « modernisation » administrative conduit à valoriser davantage la responsabilité des individus et leur participation sociale et citoyenne, de nouvelles normes de l'action publique se développent avec l'affirmation du libéralisme social et du modèle néolibéral. Selon les deux auteures, ces deux dernières approches, sociale-libérale et néolibérale, n'investissent pas vraiment le terme d'*empowerment* de la même manière.

Dans le modèle social-libéral, le rôle des politiques publiques consiste à promouvoir les droits civiques, à réduire les inégalités sociales et économiques sans s'atteler aux raisons structurelles de ces inégalités. La défense des libertés individuelles rime en même temps avec la préoccupation de la cohésion sociale. Le pouvoir d'agir suppose autonomisation et capacité de choix, égalité et opportunité, il est évoqué à propos de la bonne gouvernance ou encore de la lutte contre la pauvreté. Ainsi, dans son livre *Les nouveaux pouvoirs d'agir*, Wisna-Weill (2020), experte en politiques éducatives et sociales à France Stratégie, alerte sur l'éloignement d'une large part de la société de cet idéal d'une capacité d'agir supposant un individu libre et autonome. Pour sortir d'un sentiment d'impuissance face aux inégalités ou à la transition climatique, elle propose d'envisager le pouvoir d'agir de tous comme cet élan nécessaire à la vivacité, voire à la survie de nos démocraties, et de le considérer en complément des autres sphères de nos vies : le pouvoir d'agir dans le travail, la consommation, les liens intimes et la connaissance, y compris et surtout pour les moins dotés.

Le modèle néo-libéral, au contraire, envisage le rôle de l'État au service du marché et dans une logique de gestion de la pauvreté et des inégalités, sans remettre en cause ces inégalités. « Avoir accès au pouvoir signifie dans cette acception être intégré au monde du travail et de la consommation, trouver sa place dans l'économie de marché, être entrepreneur de sa propre vie » (Bacqué et Biewener, 2013, p. 17), mais sans poser la question de l'émancipation ou de la justice sociale.

Ces trois modèles d'*empowerment*, radical, social-libéral et néolibéral, sont néanmoins impliqués dans les mêmes enjeux

concernant « les pouvoirs locaux, la question de la participation et le rôle de l'individu dans la mise en œuvre de projets sociaux, économiques et politiques, conduisant à reconsidérer les formes de gouvernement et de gouvernance » (Bacqué et Biewener, 2013, p. 17). C'est au niveau du sens attribué par les acteurs de différents horizons à ces enjeux que les variations se dessinent et indiquent les pistes vers l'émancipation et le changement social. La crise écologique et l'horizon des transitions vers une société post-pétrolière qu'elle ouvre, semblent présenter un facteur nouveau et déterminant. Inflexion-il de façon significative la question du pouvoir d'agir à ces différents niveaux ?

Pouvoir d'agir et renouvellement de l'action collective

Selon le projet du *Vocabulaire critique et spéculatif des transitions*, la notion de pouvoir d'agir s'intéresse surtout au sens d'émancipation et de transformation sociale. L'ère des transitions offre-t-elle l'opportunité d'investir ces questions d'une façon renouvelée ? Cette question rejoint celle des formes renouvelées de l'action collective à la suite de la chute du Mur de Berlin, qui signifie un tournant majeur dans la réponse recherchée au sentiment d'impuissance des mouvements contestataires et de la société civile. Elle signifie restructuration profonde des luttes, ainsi que montée d'offres et de demandes de citoyens « participationnistes ».

Une mouvance participationniste dans un contexte d'incertitude : des prises pour l'action

Face à un horizon d'action devenu incertain, invoquer le pouvoir d'agir vise la réappropriation de son devenir, la possibilité d'une action sur son environnement à hauteur d'homme et un déplacement du rapport de force qui parvient de moins en moins à se jouer à l'usine ou dans les partis politiques. Il indique l'importance donnée aux pouvoirs locaux, à la participation et au rôle de l'individu dans la mise en œuvre de projets sociaux, économiques et politiques (Bacqué et Biewener, 2013). Cela permet de s'intéresser à une « micro-politique » et aux proces-

sus de l'action publique basés sur des démarches d'« enquêtes sociales »², telles que l'entendent les pragmatistes (Dewey, 1999). Celles-ci permettent d'agir face à l'absence de vocabulaires et de structures aptes à exprimer des malaises sourds, en identifiant progressivement un trouble pour l'ériger en fait problématique de façon à offrir des prises pour y remédier et pour instituer le problème³. Elles permettent surtout aussi de repositionner les personnes ou groupes concernés par un trouble, une difficulté, un problème, qui deviennent acteurs de ces processus publics au même titre que les responsables politiques et les experts attitrés. Les exemples sont nombreux dans le domaine social, sanitaire ou environnemental, où l'expertise d'usage des personnes concernées est au centre de démarches itératives qui prennent sens et voix chemin faisant. Ainsi, Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe (2014) enquêtent sur l'émergence de politiques de recherche prenant en compte les malades et leur famille dans la gestion des myopathies et des maladies rares, par exemple.

Il s'agit d'une reprise importante d'un élan participationniste. Celle-ci se traduit à la fois par la mise en place, par les institutions, de dispositifs visant une participation élargie des citoyens à la discussion des affaires de la cité et une aspiration forte et diffuse des citoyens eux-mêmes pour parler en leur propre nom. Être doté de pouvoir d'agir individuel et collectif suppose la possibilité d'une action qui infléchit le cours des « choses », notamment par et pour les plus démunis. Notons que les dispositifs participatifs ont d'abord vu le jour en lien avec les mesures

2. Notons que la théorie de l'enquête de Dewey excède la question sociale. En effet, celle-ci suppose une activité exploratoire et émergente à la fois d'un public et d'un fait pour aboutir à l'institution d'un problème réel et donner suite à des mesures politiques qui viseraient à « transformer les situations de conflit non suivant des principes abstraits [...], mais bien suivant les traits de cette situation qui recèlent à la fois une possibilité de changement et de nouvelles visées » (Dewey, 1999, p. 263).

3. L'enquête sociale vise à rendre perceptible les connexions entre un problème et ses responsables et à pallier au manque de dispositifs susceptibles d'explorer les relations opaques. Elle permet d'avoir des prises pour un agir malgré l'opacité des relations de cause à effet et ainsi, malgré la difficile identification des connexions.

d'action publique dans le domaine de l'aménagement des territoires et de la protection de l'environnement (circulaire Bianco en 1992, loi Barnier 1995, Charte de la concertation 1996, etc.). Ils se sont aujourd'hui diffusés dans toutes les sphères de l'action publique.

Impuissance, incertitude et renouvellement des formes d'action collective

Néanmoins, malgré ce développement considérable de la participation citoyenne, un sentiment d'impuissance s'amplifie avec la mondialisation des processus économiques face auxquels les États se montrent incapables d'infléchir la dynamique, voire soutiennent cette tendance à la délocalisation de la production et au libre-échange. La politique ne semble plus pouvoir prendre le relais face aux abus de pouvoir des nouveaux « maîtres du monde ». À l'exacerbation des injustices sociales qui atteignent un niveau sans précédent s'ajoute la crise écologique, invoquée depuis de nombreuses années, mais dont les signes d'effondrements deviennent dorénavant palpables. De façon inédite, les problèmes sociaux, économiques, politiques, écologiques semblent insurmontables, alors que les responsables se dérobent, se liquéfient, même si leurs symboles peuvent être renversés, attaqués (voir *infra*).

Ce sentiment d'impuissance est renforcé par le déclin des luttes ouvrières, symbolisé par la chute du Mur en 1989, qui signifie affaiblissement du modèle communiste, alternative significative au système dominant, capitaliste. Une scène contestataire renouvelée prend alors de l'ampleur, faite de voix singulières et de catégories jusque-là jugées inaptées à infléchir et à porter le changement social : les « sans » occupent les devants de cette scène dans les années 1990 en France. Celle-ci s'inscrit, d'une part, dans la continuité des mouvements sociaux de l'après Mai 68, davantage sectoriels, où s'expriment les appartenances et les singularités (mouvement féministe, environnemental). D'autre part, elle façonne des formes renouvelées de l'engagement poli-

tique et la formation d'un « espace des mouvements sociaux »⁴ (Mathieu, 2007) avec cette singularité de constituer

une sphère d'activité très largement informelle, dénuée de toute instance de régulation des rapports sociaux internes [...] sa dispersion en une multiplicité de causes souvent déconnectées les unes des autres l'empêche d'accéder à une objectivation telle qu'elle lui permette d'imposer, y compris parfois à ceux qui en font partie, sa représentation comme domaine unifié. (Mathieu, 2007, p. 139).

À ce titre, les mouvements altermondialistes apparaissent comme une tentative de synthèse et de changement global du système. Les contre-sommets internationaux ou Forum social mondial (le premier se tient à Porto Alegre en 2001), ainsi que les actions d'oppositions directes aux sommets économiques mondiaux telles que la Bataille de Seattle en 1999, sont les points culminants et concrets de ces formes de luttes renouvelées. Ces luttes sont caractérisées par une organisation horizontale, basée sur des engagements transitoires et en réseau, et sur une pluri-appartenance associative (Ion, 1997), où les acteurs ne sont plus des hommes et des femmes d'organisation, mais des acteurs qui organisent à leur échelle. Citons des auteurs de ces mouvements et leur sentiment de pouvoir infléchir le cours du monde en cette période charnière. Isabelle Frémaux et John Jordan écrivent ainsi dans la préface de la dernière traduction du livre de Starhawk : « On pouvait taguer WE ARE WINNING (nous sommes en train de gagner) sur les murs, sans doute ni ironie ».

Nous nous sentions clairement en haut d'une vague de mobilisation ; une vague dont les eaux avaient commencé à monter lorsque les zapatistes s'étaient soulevés en 1994 et avaient montré la richesse de la pluralité en déclarant : « Il y a place pour plusieurs mondes dans le monde que nous voulons » (4^e déclaration de la jungle lacandone, Commandement général de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale)).

4. Cette notion permet d'identifier un espace où « les mobilisations contemporaines se déploient dans un univers relativement autonome, traversé par des logiques propres, et dont les différentes composantes sont unies par des relations de dépendance mutuelle. » (p. 133).

Ce sentiment et cette pensée pluriverselles avaient créé un extraordinaire réseau mondial radical et grassroots, qui utilisait un nouvel outil – l'internet – pour s'organiser. Du Carnaval contre le capital en juin 1999, qui avait semé le chaos dans le centre financier de Londres et dans 150 villes du monde simultanément, jusqu'au Mouvement des sans-terre au Brésil, en passant par le démantèlement du McDo à Millau, à proximité du Larzac, ou la grève générale contre la privatisation de l'eau imposée à Cochabamba en Bolivie, le mouvement ne cessait de s'amplifier. [...] Ce mouvement avait permis aux luttes locales de s'unir en un essaim de rébellion contre les institutions mondiales, architectes de l'apocalypse, imposant des politiques qui mettaient en avant le profit et la privatisation, sans tenir compte des personnes et de la planète. Nous avons le vent en poupe, l'histoire semblait malléable... (p. 11-12, 2021)

Ces luttes ouvrent de nombreux espaces où se façonne un imaginaire d'une transition socio-écologique radicale (altermondialiste, anticapitaliste, etc.). Ces espaces se caractérisent par des actions concrètes, ici et maintenant, en visant des transformations menées au niveau local, basées sur l'exemplarité et reliées entre elles de façon souple. Si ces mouvements ne semblent pas vraiment parvenir à infléchir la montée du néolibéralisme, ils se poursuivent localement, y compris en se mêlant aux élans de rébellion spontanés, plus ou moins violents et ambigus, de ces dernières années (en France, les Bonnets rouges, Nuit debout, les Gilets jaunes). Ils forgent souvent des expériences courtes, sans lendemain, avec néanmoins une vitalité et longévité qui les caractérisent. Tel un rhizome, une base souterraine d'expériences reste activable à tout instant, au fil des annonces et mesures politiques rendant encore un peu plus difficile les conditions de vie de certaines franges de la population. Leur forme se modifie au fil de la transformation du contexte.

Si, avec la montée du numérique dans la seconde moitié des années 1990, la résistance au libéralisme s'était alors davantage pensée en réseau (Notes from Nowhere, *We are everywhere*, 2003), basée sur la mobilité et le mouvement, un constant apparaît-disparaître, où l'éphémère et l'esquive peuvent devenir un mode de vie (Bey, 1991), l'imaginaire d'une transition socio-écologique met davantage l'accent sur l'habiter, l'ancrage.

De plus, les rapports entre homme et milieu de vie, homme et nature sont profondément revisités et se trouvent à la base d'un imaginaire transformateur majeur sur les scènes contestataires. Des mouvements sociaux exemplaires peuvent être cités à cet égard tels que les mouvements anti-routes et environnementalistes en Grande-Bretagne depuis les années 1990 (Earth First!, Reclaim the streets, etc.), les zapatistes du Chiapas au Mexique, grands inspirateurs des mouvements altermondialistes depuis 1996, ou encore les ZAD (zone à défendre) en France avec Notre-Dame-des-Landes à Nantes ou le Quartier libre des Lentillères à Dijon en 2010.

Des rapports au pouvoir renouvelés et nouvelle ère d'émancipation

En regardant les caractéristiques de ces mouvements, deux formes en particulier dessinent un autre rapport au pouvoir et une nouvelle ère d'émancipation : inversion et porosité ; ancrage, défense du commun et interdépendance.

Inversion et confusion comme stratégie pour reprendre le pouvoir

En regardant de près les actions du mouvement anglais Reclaim the streets (RTS), précurseur des mouvements altermondialistes et directement issu des luttes environnementales (luttes contre les programmes autoroutiers des années 1990), ces formes peuvent être explorées concrètement⁵.

D'un point de vue socio-historique, nous pouvons situer la création de RTS en 1991 par Earth First!, un mouvement d'activisme écologique radical, suite à des camps de protestation anti-routes (par exemple *Twynford Down* en Grande-Bretagne). Plus précisément, ces camps inspirent l'occupation de *Claremont Road* en 1994, une rue résidentielle à Londres, occupation qui veut empêcher sa destruction prévue dans le cadre d'un schéma routier. Des écologistes, des activistes d'horizons politiques

5. Les descriptions qui suivent sont issues d'un travail ethnographique sur des collectifs d'artistes-activistes, dont RTS, dans la seconde moitié des années 1990 (cf. Kellenberger, 2004).

divers (anarchiste, communiste, etc.), mais aussi des artistes ou des *party people* (aficionados de la musique expérimentale et des fêtes) avec quelques habitants du quartier créent une zone autonome de vie dans la rue menacée. Ils élaborent des barricades à la fois esthétiques, humoristiques et efficaces contre l'expulsion, mais aussi des dispositifs pour inventer d'autres façons de vivre ensemble. Des installations esthétiques détournent l'ordre ordinaire de la rue : des zones piétonnes se prolongent sur les murs des maisons en peinture, des voitures sont transformées en champ fleuri ou tout simplement, des sofas, des tables, un feu de camp permettent de s'attarder et d'échanger en toute convivialité. Une lutte se forge contre la privatisation de l'espace public au profit des voitures et autres forces privées. Les installations rendent alors l'espace urbain autrement significatif, différent des flux rapides et anonymes, différent des « moyens de la rationalisation capitaliste » (plaquette RTS). Elles l'ouvrent à l'inattendu, la rencontre, la déambulation, entre vie de quartier, de proximité et d'urbanité. Pendant six mois des individus aux motivations diverses se côtoient, explorent des possibles extraordinaires, d'autres façons d'être et de faire ensemble qui nourrissent une réflexion critique et une envie de poursuivre l'expérience après l'éviction des lieux.

Par la suite, l'occupation temporaire d'un espace public – rue, place, autoroute – devient un mode d'action proactif et prend la forme de la *Street Party* : une occupation non-autorisée des rues, des autoroutes, des places, en excluant les voitures et en l'ouvrant aux piétons, pour y tenir des « festivals de résistance ». L'action directe, l'intelligence de la foule et une coordination par réseaux de connaissance et de communication, via Internet et les téléphones portables, sont les ingrédients principaux. Cela permet de transformer la rue en un espace de vie exemplaire en créant temporairement un espace de proximité et de conscientisation : du sable déversé sur le bitume permet aux enfants de jouer dans la rue, des stands de repas, des jeux de toute sorte animent le lieu, quelques slogans (« *reclaim the streets* », notamment) expriment une critique implicite. Ainsi, cet espace transformé incarne la recherche d'une autre vie, plus autodéterminée, et d'un relationnel intermédiaire, entre le proche et l'anonyme, dont la « rue » au sens idéal est le symbole (cf. plaquette RTS).

Cette formule d'action devient un laboratoire où s'expérimentent et se forment à la fois un imaginaire d'une vie plus écologique et des formes de lutte innovantes, relevant de l'action directe non-violente. Elle est conduite par un collectif collaboratif, à dimension variable, sans leader hiérarchique ou charismatique, doté d'une culture de la collaboration égalitaire (Starhawk, 2021) et en capacité d'accueillir et de mettre en synergie une diversité de sensibilités politiques. Le pragmatisme est de mise en fixant des objectifs atteignables et en bâtissant sur les expériences communes, le partage des compétences et ressources en présence. Une expression politique commune se précise au fil des années.



Illus. 1 : « Carnival against capitalism », 18 juin 1999, City de Londres. RTS

Ainsi, la *Street Party* en juin 1999 se déroule dans la City, un quartier d'affaire et des finances à Londres, en tant que symbole d'une lutte anti-capitaliste, sur un mode carnavalesque et d'inversion des symboles : des festivaliers déguisés en hommes d'affaires déambulent dans les rues, du sable est déversé pour créer un bac à sable pour les enfants, une vanne d'eau est ouverte pour rafraîchir les manifestants. Selon les organisateurs, ces éléments font allusion au « sous les pavés la plage » de Mai 68 à Paris, mais aussi ici à un « sous les pavés la rivière » en référence à une rivière enterrée à cet endroit. Des banderoles revendiquent « *the earth is a commun treasury for all* ». Un espace de vie utopique, de liberté

individuelle et collective est réalisé de manière éphémère dans la ville, dans un centre financier, sur un mode d'inversion de la relation ville-nature.



Illus. 2 : « Sous les pavés la rivière », 18 juin 1999, City de Londres. RTS

Cette façon très concrète de reprendre le pouvoir sur une portion urbaine, entièrement basée sur un *jeu d'inversion, de contournement, de stratégie de confusion*, de réappropriation du pouvoir de désobéissance, même éphémère, suspendue dans le temps, permet de mettre en doute l'ordre établi. Elle permet d'imaginer d'autres mondes possibles, plus écologiques, plus égalitaires et de les éprouver comme vrais, incarnés, le temps du jeu. Les inversions et confusions se jouent à tous les niveaux, symboliques, pragmatiques, esthétiques.



Illus. 1 : « Mayday », 1^{er} mai, 2000, Parliament Square. RTS

La *vulnérabilité des corps* est utilisée comme arme de défense (suspension d'un corps à 5 mètres du sol sur un trépieds pour délimiter l'occupation d'une rue, attachement de manifestants à un bulldozer pour empêcher son avancement)⁶ et la créativité, le jeu, pour stimuler l'imagination et l'expérimentation collective. De même, la *porosité* des frontières est cet autre aspect significatif de ces fronts de luttes qui se font et se défont, qui filtrent (les trépieds laissent passer les piétons, mais pas les voitures) et qui correspondent également aux formes transitives et en réseau de l'engagement contemporain (Ion, 1997).

La reprise du pouvoir de la rue ne se fait pas de façon frontale, dans la confrontation, mais par des pas de côté, des renversements éphémères de symboles, en lien avec la désignation d'un « ennemi » aux contours flous (le capitalisme), bien que rendus

6. Précisons avec Doherty (2002) qu'il s'agit de techniques d'action directe non-violente qui utilisent la « vulnérabilité fabriquée » (*manufactured vulnerability*), où des activistes créent des situations de vulnérabilité personnelle ou, autrement dit, fabriquent leur propre danger de façon à rendre leur corps vulnérable. L'aspect spectaculaire de ces actions attire de larges couvertures médiatiques et la sympathie de l'opinion publique, ce qui participe paradoxalement à la protection de l'opération. Ces techniques se développent en Grande-Bretagne dans les années 1990.

concrets par l'identification précise des lieux (centre financier, banques, bourses, points d'échange, etc.) et des objets (cravates, costumes, attaché-case, etc.). Ces stratégies permettent de sortir du sentiment d'impuissance pour agir et clarifier des camps et des fronts de luttes.

Ancrage, défense du commun et interdépendance

Les luttes anti-globalisation, alter-mondialisation, écologistes des décennies suivantes, aspirent, au-delà des événements ponctuels, évanescents, à des formes plus ancrées durablement, notamment par les militants des premières heures qui continuent à « habiter en lutte » (Collectif Mauvaise Troupe, 2014). L'horizon d'action d'une transition sociale et écologique radicale inspire des occupations qui deviennent occasion d'expérimentation d'alternatives écologiques dans tous les domaines de la vie. Des ZAD, des zones à défendre, contre des projets de construction dominants, naissent d'occupations illégales et de convergence d'aspirations diverses (préoccupation écologiste et de défense de la nature, réappropriation de son alimentation et de son quartier, par exemple ; Kellenberger et Sencébé, 2022). Elles deviennent des modes d'action dont la particularité consiste à se baser sur l'ancrage dans un territoire, partant d'une attention particulière au « génie des lieux », à sa singularité naturelle, culturelle, sociale, en y érigeant l'expérimentation comme mode d'action principal visant la pérennité de cette zone d'expérimentation d'autres modes de vie et de production. En effet, toutes sortes d'expériences dans le domaine du bâti, de l'habitat, du maraîchage et de la distribution des fruits et légumes, de l'éducation, etc., sont conduites en fonction de projets portés par des associations d'individus, mais toujours décidés collectivement, selon des règles démocratiques qu'expérimentent les collectifs occupants. Si la visée des ZAD est clairement orientée au départ contre des projets jugés néfastes pour l'écosystème, inutiles du point de vue social et économique, en s'installant dans la durée, elles se structurent comme incubateur de contre-projets et d'innovations. Le développement d'outils juridiques pour permettre la défense des « communs », du droit d'usage d'un lieu, prennent

de l'importance et ouvrent davantage de possibilité de poursuite de ces aventures qui élargissent et ancrent cette constellation des luttes pour une société plus écologique.

La particularité des causes liées aux crises écologiques actuelles consiste en une prise de conscience qu'il ne suffira pas de s'extraire du système dominant, de faire sécession en menant des expérimentations en toute autonomie, dans la suite des initiatives communautaires de retour à la nature de l'après-Mai 68. Le destin de la société dominante et des micro-expériences alternatives apparaît comme intrinsèquement lié, en interdépendance. Citons encore Isabelle Frémaux et John Jordan : « Si nous nous contentons de construire des "alternatives" sans réussir à bloquer, saboter et démanteler les rouages de l'économie de croissance et la logique coloniale des industries toxiques, nos parcs éoliens communautaires, nos jardins partagés, nos quartiers écologiques, etc., se retrouveront sous l'eau ou envahis par le désert. » (2021, p. 132).

Conclusion

Le pouvoir d'agir est une préoccupation partagée depuis de nombreux points de vue. Il correspond à cette possibilité d'agir dans toutes les domaines de la vie à partir d'un contexte concret, avec les moyens et perspectives en présence, dans une direction souhaitée, individuellement et collectivement. Une approche radicale du pouvoir d'agir, orientée sur le changement social, prend une tournure renouvelée en se situant dans la perspective d'une transition socio-écologique. Les relations de domination se recomposent en fonction de ces enjeux qui prennent une nouvelle ampleur. La prise de conscience des injustices écologiques basées sur les inégalités environnementales corrélées aux inégalités sociales chemine : les pays les plus riches et les couches de populations les mieux dotées en ressources dégradent davantage un environnement et font porter les coûts et les injonctions de changement de pratiques sur les moins dotés et les plus pauvres (Larrère, 2017 ; Lejeune, 2015). Depuis les mouvements des Gilets jaunes, la nécessaire articulation entre préoccupations pour la « fin du monde et la fin du mois » devient évidente. De

même, de plus en plus de citoyens sont convaincus de la non-durabilité du modèle industriel. Les dégradations environnementales, ainsi que la distribution inégalitaire du pouvoir et des ressources qu'implique l'idée dominante du progrès technologique, économique et financier, sont davantage perçues par la société civile.

Ainsi, malgré son ambiguïté, cette notion reste particulièrement opératoire dans la perspective des changements éco-sociaux nécessaires à produire.

Bibliographie

- Alinsky Saul, *Manuel de l'animateur social. Une action directe non violente*, Paris, Seuil, 1976.
- Bacqué Marie-Hélène et Biewener Carole, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte, 2013.
- Barthe Yannick, Callon Michel et Lascoumes Pierre, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Points Seuil, 2014.
- Bey Hakim, *TAZ - Zone Autonome Temporaire*, Paris, Éditions de l'Éclat, 1991.
- Boal Augusto, *Théâtre de l'opprimé*, Paris, Éditions Maspéro, 1977.
- Collectif Mauvaise Troupe, *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21^e siècle*, Paris, Éditions de l'éclat, 2014.
- Dewey John, *L'opinion publique et son double*, Livre II, Paris, L'Harmattan, 1999.
- Dewey John, *Le public et ses problèmes*, Pau, Presses universitaires de Pau/Farrago-Léo Sheer, 2003.
- Doherty Brian, *Ideas and actions in the Green Movement*, Londres, Routledge, 2002.
- Frémeaux Isabelle et Jordan John, « Entrelacer le oui et le non », *Socialter*, hors-série n° 9, 2021.
- Ion Jacques, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 1997.
- Kellenberger Sonja, *Pratiques artistique et formes de la mobilisation politique dans la ville. Une approche sociologique de quatre collectifs d'artistes-activistes à Paris et à Londres*, université Paris X Nanterre, thèse de doctorat en sociologie, 2004.
- Kellenberger Sonja, « L'esthétique des luttes contemporaines comme expérience : détournement, performance et zone autonome temporaire », dans Bouchier Martine et Dehais Dominique (dir.), *Art et Esthétique des luttes*, Genève, MétisPresses, 2020.
- Kellenberger Sonja et Sencébé Yannick, « Faire pousser une alternative à l'aménagement de nos vies : le quartier libre des Lentillères à Dijon », dans Neveu Catherine (dir.), *Expérimentations démocratiques. Pratiques, institutions, imaginaires*, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, 2022.
- Le Bossé Yann, « Vous avez dit "empowerment" ? De "l'habilitation" au "Pouvoir d'Agir" vers une définition plus circonscrite de la notion d'empowerment », *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 16, n° 2, 2003.
- Larrère Catherine, *Les inégalités environnementales*, Paris, PUF, 2017.
- Lejeune Caroline, *En quête de justice écologique. Théorie politique environnementales et mobilisations sociales*, université de Lille 2/ Sciences Po Lille, *doctorat de science politique*, 2015.
- Mathieu Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 2007, p. 131-151.
- Notes from Nowhere, *We are everywhere. The irresistible rise of global anticapitalism*, London, New York, Verso, 2003.
- Starhawk, *Comment s'organiser ? Manuel pour l'action collective*, Paris, Éditions Cambourakis, 2021.
- Wisna-Weill Vanessa, *Les nouveaux pouvoirs d'agir*, Paris, Le Seuil/ La République des Idées, 2020.